



VILLE DE NANTES

DIRECTION NATURE ET JARDINS

Marché de services courants

PRESTATION DE NETTOYAGE DES VÊTEMENTS
PROFESSIONNELS ET DU LINGE POUR LA DIRECTION NATURE ET
JARDINS

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure formalisée

Accord cadre mono attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commandes

Accord cadre réservé : article L.2113-14 du code de la commande publique

**Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)**

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur les prestations de nettoyage de vêtements professionnels pour les agents de la Direction NATURE ET JARDINS de la Ville de Nantes.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

Il s'agit d'un accord cadre réservé au sens des dispositions de l'article L.2113-14 du Code de la commande publique « Un acheteur peut réserver un même marché ou un même lot d'un marché à la fois aux opérateurs économiques qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-12 et à ceux qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-13 ».

Accord cadre réservé EA-ESAT

EA-ESAT

En application des dispositions des articles L2113-12 et R2113-7 du Code de la commande publique, la présente consultation est réservée à des entreprises adaptées (EA) mentionnées à l'article L. 5213-13 du Code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) auxquels réfère l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale de 50 % de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Le titulaire du marché ne pourra pas sous-traiter une partie des prestations à une entreprise ordinaire.

La sous-traitance peut, en revanche, être effectuée, dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et le Code de la commande publique, au profit d'autres entreprises adaptées, établissements et services d'aide par le travail ou structures équivalente au sens des articles L2113-12 et R2113-7 du Code de la commande publique

1.2 - Mode de consultation

Procédure formalisée soumise aux articles R2161-2 du Code de la commande publique.

Ce marché est réservé :

- **au sens des articles L. 2113-12 et R2113-7 du code de la commande publique à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L 5213.13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, de 50 % de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.**

1.3 - Décomposition de la consultation

Aucun allotissement n'est prévu pour les raisons suivantes : les prestations répondent à des logiques et à des besoins identiques.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, mais est assorti, d'un montant maximum arrêté, pour toute la période contractuelle, comme suit :

Seuil maximum sur 2 ans € HT
400 000 € HT

A titre d'information, les dépenses des années précédentes sont les suivantes, étant précisé que ces montants n'engagent pas l'acheteur :

Dépenses 2024	Dépenses 2023	Dépenses 2022
28 090 € HT	21 500 € HT	18 175 € HT

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

EA/ESAT - Composition du groupement

Co-traitance

Une entreprise adaptée au sens de l'article L. 5213-13 du Code du travail, un établissement et service d'aide par le travail au sens de l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ou une structure équivalente au sens de l'article L2113-12 du Code de la commande publique ne peuvent pas candidater en groupement avec une ou plusieurs entreprises ordinaires pour l'attribution de ce marché réservé.

Sous-traitance

Une entreprise adaptée au sens de l'article L. 5213-13 du Code du travail, un établissement et service d'aide par le travail au sens de l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ou une structure équivalente au sens de l'article L2113-12 du Code de la commande publique ne peuvent se prévaloir, au stade de l'examen des candidatures, des capacités d'une entreprise ordinaire.

Plus généralement, ces structures ne peuvent pas sous-traiter une partie des prestations à une entreprise ordinaire.

La sous-traitance peut, en revanche, être effectuée, dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et le Code de la commande publique, au profit d'autres entreprises adaptées, établissements et services d'aide par le travail ou structures équivalentes.

1.5 - Nomenclature

Famille – nomenclature achats interne	NES05 – Services de blanchisserie
Code CPV	98312000-3 Services de nettoyage de textile 98311000-6 - Services de ramassage de linge.

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée – Délais d'exécution

La durée du marché est de **deux ans** et prendra effet à compter du **29 décembre 2025** ou, s'il n'était pas notifié avant cette date, à compter de la date de sa notification.

2.2- Variantes facultatives et obligatoires

2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.3- Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- x Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- x L'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe
- x Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) + annexe données de la collectivité + annexe données personnelles
- x Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) + annexe
- x Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)
- x Le cadre de mémoire technique et environnemental

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à **l'examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du

seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).
Renseignements liés au statut
EA / ESAT
<ul style="list-style-type: none"> pour les entreprises adaptées, le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) ou le contrat d'objectifs triennal (COT), en cours de validité, conclu avec le services de l'État ; pour les établissements et services d'aide par le travail, l'arrêté préfectoral qui en a autorisé la création ; pour les structures invoquant, au titre des articles L 2113-12 et R 2113-7 du Code de la commande publique, une équivalence aux EA ou ESAT, des éléments de preuve attestant qu'elles sont équivalentes à ces dernières et qu'elles emploient une proportion minimale de 50% de travailleurs handicapés.

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises/structures ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
L'Annexe « Données de la collectivité » , dûment complétée (sans que cela constitue une obligation, cette annexe pouvant être renseignée par le seul titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat)
L'Annexe « Données personnelles » , dûment complétée par le sous-traitant le cas échéant
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) , dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
Le cadre de mémoire technique et environnemental dûment rempli
La fourniture des fiches techniques des produits utilisés pour le nettoyage des vêtements

Remarque : seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles.

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères	Coefficient
Valeur technique au regard du cadre de mémoire technique	45
Pertinence des moyens humains et matériels que le candidat entend mettre en œuvre pour l'exécution des prestations	20
Pertinence de l'organisation que le candidat entend mettre en place pour assurer la collecte des vêtements	15
Qualité des prestations au regard des contrôles mis en place (suivi du vêtement)	10
Valeur environnementale au regard du cadre de mémoire environnemental	15
Qualité environnementale des produits utilisés en lien avec l'accord-cadre (fiches techniques des produits)	5
Méthode, actions mises en place et équipements utilisés pour diminuer la consommation en eau, électricité et carburant	5
Méthode et actions mises en place pour minimiser les déchets/emballages dans le cadre de l'exécution des prestations	5
Prix des prestations sur la base du DQE	40

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt
contact.marches@nantesmetropole.fr